

Affaires courantes

PÉTITIONS

LES OFFICES DE COMMERCIALISATION

M. Peter Milliken (Kingston et les Îles): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole pour présenter une pétition signée par de nombreux habitants de l'Ontario, la plupart de communautés agricoles ou de petites villes.

Ces pétitionnaires craignent que le gouvernement ne renonce à la possibilité d'avoir des offices de commercialisation, au cours des négociations du GATT actuellement en cours.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de présenter au monde entier le système canadien comme un modèle, et donc de faire en sorte que l'article XI soit conservé et que les droits dont dispose le Canada en vertu de cet article ne soient pas diminués comme le gouvernement semble le souhaiter.

LA JUSTICE

M. Bill Kempling (Burlington): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter sept pétitions contenant quelque 300 signatures.

Les pétitionnaires sont de Burlington, Stoney Creek, Hamilton, Beamsville, Brantford, Ancaster, Kitchener, Grimsby, St. Catharines, Caledonia, Hannon, Dunnville et Binbrook. Ces gens demandent au gouvernement du Canada d'appuyer les parents de Nina deVilliers qui a été assassinée le 9 août 1991. Ils demandent au Parlement de reconnaître que les crimes de violence contre les personnes sont graves et intolérables dans notre société et ils demandent donc que le Code criminel du Canada, la Loi sur la réforme du cautionnement et la Loi sur la libération conditionnelle soient modifiés en conséquence.

L'UKRAINE

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter trois pétitions aujourd'hui. J'avais voulu présenter la première hier, mais ce n'était pas possible. Elle est signée par des électeurs d'origine ukrainienne de ma circonscription qui demandent au gouvernement fédéral de reconnaître l'indépendance de l'Ukraine si les citoyens consultés au référendum se prononcent, bien sûr, en faveur d'une telle indépendance.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): La deuxième pétition porte sur l'application de la taxe sur les produits et services aux imprimés tels que les magazines, les livres et les journaux.

Les pétitionnaires font remarquer qu'aucune taxe de ce genre n'a été appliquée depuis le début de la Confédération. Ils soulignent également que cette taxe est inefficace et qu'elle va à l'encontre de la notion de démocratie dans une société qui est censée être bien informée et qui s'efforce, bien sûr, d'atteindre à l'excellence au moyen de l'éducation. Il ne fait pas de doute que ces articles sont importants pour l'épanouissement de tous les citoyens.

L'ÉDUCATION

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): La dernière pétition porte sur l'éducation. Elle critique le gouvernement qui parle de compétitivité, de productivité et de valorisation du savoir alors qu'il réduit d'un demi-milliard de dollars cette année les paiements de transfert aux provinces tout en imposant des frais d'administration de 3 p. 100 sur les prêts aux étudiants.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de renoncer à ces mesures régressives afin que nos jeunes puissent aller au collège et à l'université afin de trouver des emplois qui leur permettront de contribuer pleinement à notre société.

LE CENTENAIRE DE L'ARRIVÉE DES PREMIERS
CANADIENS D'ORIGINE UKRAINIENNE

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter quelques pétitions qui pourraient vous intéresser puisqu'elles portent sur le centenaire de l'arrivée des premiers Canadiens d'origine ukrainienne.

Ces pétitions viennent de Kenora, Rama et Yorkton. Je voulais les présenter hier, mais elles sont encore d'actualité aujourd'hui.

Les pétitionnaires prient le Parlement d'exhorter le gouvernement du Canada à appuyer franchement les habitants de l'Ukraine en reconnaissant officiellement l'indépendance de leur république et en établissant sans tarder des liens diplomatiques complets avec elle, par suite du référendum qui s'est tenu mardi.